

Chronique d'Hyacinthe Marcel Mba Allogho

Dialoguer avec... Ali ?

Je ne suis ni étonné ni surpris par le débat politique qui s'agite autour de l'appel au dialogue d'Ali Bongo. Je ne suis pas plus étonné par le raccourci pris pour le rendre indispensable, incontournable et, même pas, par les premiers doigts qui se lèvent pour l'accueillir favorablement. Chacun de nous laisse sur son passage une trace indélébile qui l'identifie et qui estampille ses actions, toutes ses actions suivantes.

C'est vrai, nous sommes dans une espèce d'impasse. Un homme a été décrété vainqueur d'une élection qu'il n'a jamais gagnée, a été placé à la tête de l'Etat grâce à des complicités familiales et cupides et à l'aide d'une armée assassine transformée, pour l'occasion, en milice. Le fait n'est pas nouveau. Il y a là une réédition des pratiques entretenues au sommet de notre Etat depuis vingt-six ans de pluralisme politique. Le jeu du « *qui perd gagne* », le déni de démocratie, enjolivé avec des *sparadraps* et des saupoudrages adoucissants à travers des accords qui n'ont rien apporté de concret à l'évolution démocratique du pays. A l'expérience, les différents accords d'Arambo et de Paris nous ont tous conduits à la réédition des mêmes coups d'Etat électoraux, à la même brutalité de l'armée pour asseoir la même famille avec ses mêmes travers au pouvoir. Parce que tous nous nous sommes alignés devant le même argument du dialogue comme seule issue de crise. Parce que tous nous avons légitimé, certains naïvement, d'autres à dessein, un pouvoir qui ne demandait que de banales images télévisées pour se donner de faux airs de bon conciliateur. Nous les lui avons servies. Il s'est assis sur nos droits et sur notre souveraineté. Je ne suis en rien un grand politique. Je sais, à l'expérience, que c'est celui qui appelle au dialogue et qui l'organise qui définit ce qu'il veut en obtenir, en fonction de ses invités et du contexte. La question devient alors : que peut-il tirer de ce dialogue, que veut-il tirer de son dialogue inclusif et sans tabou ? Le premier signe qui ne trompe pas est qu'il a mis en place tout un ministère pour s'en occuper exclusivement. Il veut en tirer le maximum de profit sur le plan national par une espèce de légitimité, par la preuve d'une domination sur les leaders d'une opposition qui l'a vomis à travers une élection qu'il a eu le mérite de transformer en référendum pour ou contre lui. Mais de cette réaffirmation intérieure, il a moins besoin que de paraître à l'international

comme celui qui est ouvert, qui s'amende et qui construit les véritables conditions d'une paix durable. Conscient que son image et sa crédibilité sont grandement détruites dans cet environnement extérieur auquel il a largement consacré l'essentiel de ses moyens de campagne, mais où on l'y trouve plus qu'infréquentable, il veut en recoller les morceaux et s'y faire accepter. C'est tout... Ali Bongo ne peut pas, ne va pas aller au-delà de cette basique quête d'image de communication. Nous n'oublions pas, rien que pour la circonstance, qu'il n'a jamais respecté ni loi ni engagement. Qui nous l'aurait transformé, depuis le 23 septembre, au point de le convaincre de docilement appliquer tout et absolument tout ce qui se sera dit et décidé ? Parce que le dialogue, pour être productif, nécessite un minimum de sincérité et de respect de la parole donnée. Mais ce respect dépendra autant de sa seule volonté et que de celle des faucons qui entourent notre interlocuteur. Ceux en présence ont pris goût à l'enrichissement illimité et à l'impunité dont les manifestations les plus visibles sont l'arrogance, l'extrémisme d'action et des mots et leur forte implication dans les méfaits de sa calamiteuse gouvernance. Ils ne se laisseront rien arracher qui remette en cause leurs positions. Cette même sincérité doit également préparer le terrain des discussions par l'évaluation commune de l'étendue des dégâts à réparer, des moyens de les réparer et des voies de les éviter à l'avenir. Cela passe, bien entendu, par l'humble reconnaissance de la participation de chaque partie à la créer et, par l'honnêteté, d'assumer les actes qu'on y a posés. Les plaies de la crise post-électorale sont encore bien ouvertes, trop douloureuses. Il faut en évaluer la profondeur pour mieux les soigner. Combien de morts et pourquoi ? Combien de disparus et pourquoi ? Où sont-ils et pourquoi ? J'ai pu lire que les morts ne sauraient être un prétexte pour refuser le dialogue. Oh, Dieu ! Ceux qui, comme

moi, ont le sang de leurs parents sur les mains répondraient que ce n'est pas un simple prétexte, c'est une bonne raison. Elle le sera tant que les questions simples du combien en a-t-on tués, qui les a tués, pourquoi les a-t-on tués, comment les a-t-on tués, qui répare et qui punit les auteurs et comment ne trouveront pas de réponses aussi simples. Je pourrai même ajouter que tenter de tourner la mort de centaines de jeunes Gabonais en perte pour leurs familles et en profit pour des politiciens avides de strapontins est une injure plus forte encore que voler une élection. Il ne saurait y avoir de dialogue en sautant sur les corps de ces compatriotes. Un dialogue dans une situation de crise comme celle que nous vivons implique aussi et surtout un arbitrage, au pire un conciliateur, qui garantisse au moins l'égalité des participants et le raisonnable des revendications ou positions. L'évidence reste surtout que la position de force des protagonistes au moment de la rencontre fait peser la balance des satisfactions. Ali joue sur les deux tableaux. Il se met en arbitre d'un conflit dont il est partie, l'objet même du conflit. Il construit sa position de force en diminuant les capacités de nuisance de

ses adversaires politiques par la terreur des enlèvements et la peur de la prison ou de la mort, par la corruption et la dissimulation des preuves de son forfait et l'intimidation de ceux qui pourraient les reconstituer.

Je ne suis pas professionnel de la politique, mais je sais lire entre les lignes. Je sais saisir que le secrétaire général des Nations-unies a dit prendre acte de la DESIGNATION d'Ali par la Cour constitutionnelle comme président de la République et qu'il lui a demandé de faire le nécessaire pour poser les conditions d'une paix durable dans le pays. Autrement dit et en moins diplomatique,, je ne te félicite pas, mais, de ta position, tu dois absolument réparer les dégâts que tu as causés. Il est clair que l'autarcie devient suicidaire pour les régimes politiques et même Ali le sait et la craint. De ce point de vue, le dialogue ne peut et ne doit avoir lieu que s'il est convoqué et organisé sous l'égide des Nations-unies et de l'Union européenne qui sont les témoins privilégiés de sa naissance et de son aggravation.

En dehors de ces conditions, il n'est même pas question d'y penser.

Ressources budgétaires de l'Etat

Le Gabon en cessation paiement ?

Bien que les autorités donnent l'impression de maîtriser la situation et tentent de rassurer l'opinion, les signaux actuels montrent que le pays est au bord de la faillite.

Entre quatre et six Bons du trésor assimilables (BTA) ont été émis par le Gabon en l'espace de trois ans sur les marchés financiers sous-régionaux et internationaux. Le plus récent est celui émis le 12 octobre 2016 qui permet à notre pays de lever 20,5 milliards de francs sur le marché de la Communauté

réformes très coûteuses et au financement des projets pour le moins inutiles. Les fameux investissements de prestige qui ne rapportent rien à l'Etat. Même si les autorités donnent l'impression de maîtriser tout en tentant de rassurer l'opinion, notamment les salariés publics, les entreprises auprès desquelles le Gabon est débiteur et les partenaires extérieurs, les signaux actuels montrent que notre pays est au bord de la faillite, au point de solliciter, quasiment chaque trimestre, les marchés financiers sous-régionaux et